

* João Bernardo

Epilogue et préface (un témoignage présentiel)

Résumé:

Dans ce texte, l'auteur évoque les combats politiques des années 1960 et 1970, et nous présente également certains des résultats de ses travaux théoriques pour conclure que le néolibéralisme, en détruisant les institutions intermédiaires destinées à réguler les conflits sociaux, prépare une nouvelle vague de luttes très violentes.

Peu de gens savent aujourd'hui, ou souhaitent se souvenir, que nous étions sur le point de gagner.

«Nous», les révolutionnaires, les anticapitalistes, qui, au cours des années 60 et durant la première moitié de la décennie suivante, avons vu notre force croître et notre capacité d'action augmenter, soutenues par une impulsion qui semblait irrépressible. Ce fut l'ère des luttes autonomes contre le capitalisme privé et contre les gestionnaires¹ au sein des pays occidentaux, contre le capitalisme d'État et la bureaucratie politique dans les pays de l'Est. Commencées ici et là, les grèves que les dirigeants syndicaux qualifiaient de «sauvages», parce qu'elles résultaient de l'initiative des travailleurs de base, échappaient à tout calendrier revendicatif prédéterminé, et contestaient les bureaucraties syndicales en même temps qu'elles revendiquaient contre les patrons. La grande avancée du mouvement ouvrier à cette époque fut de comprendre que les dirigeants syndicaux avaient davantage de points communs avec les dirigeants des entreprises qu'avec la classe ouvrière.

Dans le contexte d'une prolifération de grèves «sauvages», les étudiants inaugurèrent un nouveau type de lutte ; au lieu d'être spécifiquement étudiantes, leurs revendications reflétaient les intérêts globaux des travailleurs. De la Californie à Berlin, du mouvement des droits civiques des Noirs américains aux protestations contre les cadences infernales dans les usines, les étudiants se battirent comme des travailleurs en formation, pas comme les membres d'une jeune élite. Ce fut la première riposte à la conversion, alors récente, de l'ancienne université en instrument d'éducation de masse. Lorsqu'ils réfléchissaient aux problèmes de l'université, les étudiants contestataires exigeaient que le système éducatif soit remodelé en fonction des intérêts de la classe exploitée.

Nous n'avons pas seulement assisté à l'émergence de nouvelles organisations politiques, moins centralisées et moins hiérarchisées. À cette époque, de nouvelles organisations trotskistes et maoïstes sont nées et de vieux groupes ont acquis une nouvelle vigueur ; bien qu'ils fussent centralisés et autoritaires, ils posaient le problème de la relation avec les travailleurs de base d'une manière qui tranchait avec les pratiques des organisations formées par le stalinisme. L'activité spécifique des travailleurs et des étudiants de base était reconnue dans tous les domaines du radicalisme anticapitaliste.

Un mouvement convergent se déroula dans les pays de la sphère soviétique. Les révoltes ouvrières de 1953 en Allemagne de l'Est, la grande insurrection hongroise de 1956, les mouvements en Tchécoslovaquie en 1968 et les révoltes répétées et persistantes du prolétariat polonais révélèrent le mécontentement de la classe ouvrière à l'égard de régimes qui avaient remplacé les patrons privés par un patron collectif – la bureaucratie politique et la technocratie économique. Certes, d'autres secteurs de la société exprimèrent leur mécontentement et donnèrent un ton nationaliste à ces révoltes, mais un simple test montre que la lutte des classes fut toujours le moteur principal.

¹ Pour João Bernardo, les gestionnaires constituent, avec la bourgeoisie, l'une des deux classes dominantes. Cf. <http://nfnf.eu/spip.php?article633> (NdT).

Dans la sphère soviétique, pendant la guerre froide, la CIA promouvait exclusivement les nationalismes, les inventant lorsqu'ils n'existaient pas. Même si elle encourageait et organisait la subversion chaque fois que cela lui convenait, elle ne soutint aucun des mouvements évoqués précédemment, précisément parce qu'ils étaient animés par la classe ouvrière. Les dirigeants nord-américains ne souhaitaient nullement que le communisme bureaucratique soit renversé par un communisme ouvrier. En fait, leur stratégie visant à promouvoir le nationalisme finit par triompher puisque l'ex-Union soviétique et sa sphère d'influence disparurent, non pas à cause de la lutte des classes, mais à cause de la fragmentation nationale. Si les êtres humains n'avaient pas une mémoire aussi courte, ils comprendraient que la carte politique européenne actuelle correspond étroitement aux frontières tracées par le Troisième Reich à partir de 1939. Les dirigeants de Washington ont réussi à imposer un panorama géopolitique que Hitler n'eut pas l'occasion de consolider.

Mais nous sommes aujourd'hui, à l'époque de notre défaite, et je parlais de la période d'hier, lorsque nous marchions vers la victoire. Qui peut suspendre le temps, même si nous pouvons en conserver le souvenir grâce à nos claviers d'ordinateur ? Dans les années 1960, nous étions motivés par les luttes sociales, et non par les luttes nationales. Nous n'apercevions aucune différence entre les combats menés contre les classes dirigeantes à l'Ouest et à l'Est. Les partis communistes occidentaux facilitèrent grandement cette convergence en s'opposant au radicalisme des luttes ouvrières et étudiantes avec toute la vigueur dont ils étaient capables. Et la répression lancée par le régime soviétique contre des mouvements contestataires absolument identiques à ceux que nous animions en Occident détruisit définitivement le mythe de la « patrie du socialisme ».

Ceux d'entre nous qui défilèrent au Quartier latin en août 1968 en chantant *L'Internationale* contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie avaient manifesté, peu de temps auparavant, durant les luttes étudiantes de mai et la grève générale de mai et juin ; nous avons occupé des usines et des facs, érigé des barricades et combattu la police. La position adoptée par les partis communistes contre le mouvement ouvrier autonome et les étudiants contestataires marqua la fin de leur audience en tant que partis révolutionnaires. Nous savions qui était l'ennemi et où il se trouvait. Le Mur et ses maçons tombèrent bien plus tôt qu'on ne le croit – celui qui resta en place n'était qu'un fantôme en ciment. Si les luttes autonomes avaient gagné, même les mouvements révolutionnaires les plus orthodoxes auraient été influencés par celles-ci. Cuba est ce qu'il est aujourd'hui parce que le reste du monde a suivi un certain chemin.

Rudi Dutschke symbolisa la convergence des luttes sociales. Né et éduqué en Allemagne de l'Est, où il s'opposa aux institutions et plus particulièrement à la militarisation de la société, Rudi s'enfuit à Berlin-Ouest en 1961 : il y poursuivit la même lutte qu'il avait menée de l'autre côté de la frontière et devint l'une des principales figures du mouvement étudiant. Cette synthèse géographique entre deux espaces politiques fut renforcée par une synthèse idéologique. Profondément chrétien, Rudi était en même temps influencé par des théoriciens marxistes exclus du manuel officiel, tels que Rosa Luxemburg, Gramsci et les théoriciens de l'École de Francfort : il démontra que le marxisme pouvait être utilisé comme un instrument critique dans la lutte à la fois contre les régimes qui se reconnaissaient capitalistes et ceux qui se prétendaient marxistes. Un jeune type d'extrême droite tenta de l'assassiner en avril 1968 en lui tirant trois coups de feu dans la tête. Rudi survécut et, durant sa convalescence, il continua de symboliser la nouvelle ère de confrontation avec les régimes des deux côtés de la guerre froide, car lui-même, qui avait fui l'Allemagne de l'Est, fut expulsé d'Angleterre en 1971. Il avait été poursuivi son traitement au Royaume uni où on l'accusa d'être un « étranger indésirable », engagé dans des « activités subversives ». Sans aucun doute, nous étions tous des « étrangers indésirables », nous qui ne reconnaissions ni les frontières ni les nationalités.

La portée géographique de cette convergence était encore plus vaste car, dans sa phase initiale, la Révolution culturelle chinoise constitua l'un des principaux points de référence dans ce panorama. Mao

Tsé-toung lança la Révolution culturelle pour mobiliser les jeunes contre ses opposants dans le cadre des conflits internes du Parti communiste chinois. Cependant, les limites prévues furent rapidement dépassées par une aile radicale, qui commença à remettre en question la bureaucratie comme classe sociale. L'implantation de l'État communiste dans toute la Chine en 1949 s'était produite en respectant une continuité fondamentale: le maintien du mandarinat. Une bureaucratie multimillénaire, qui s'était modernisée et transformée en une technocratie, était restée au pouvoir grâce à sa composante de gauche, et c'est contre elle que l'aile radicale de la Révolution culturelle prôna la nécessité de détruire la propriété privée des moyens intellectuels de production, tout comme il avait été nécessaire de détruire la propriété privée des moyens matériels de production.

Quand les affiches murales, les *dazibao*, commencèrent à attaquer non seulement les rivaux de Mao, mais également les gestionnaires des entreprises et à dénoncer les rapports sociaux et les conditions de travail dans les usines, il comprit alors que les choses allaient trop loin. Il s'en aperçut aussi quand on lui proposa d'adopter le modèle de la Commune de Paris et de transformer la Chine en une fédération de communes, avec des dirigeants librement élus et révocables. Mao Tsé-toung se tourna donc vers l'armée. Célébrée par les images de millions de jeunes brandissant le livre rouge dans un exercice géométrique de gymnastique collective, la militarisation de la Révolution culturelle représenta l'anéantissement de l'aile radicale.

Pour nous, à l'époque, le message de la Révolution culturelle était le même que celui des étudiants nord-américains contre la guerre du Vietnam et du mouvement pour les droits civiques ; le même que celui des rues et des usines françaises en mai-juin 1968 ; le même que celui de Prague durant l'été de cette même année ; le même que celui des rues et des usines italiennes ; le même message que nos ennemis avaient tenté d'assassiner en la personne de Rudi Dutschke. Entre la voix de Joan Baez et les citations du Petit livre rouge, nous ne voyions pas de grande différence. Etions-nous des têtes brûlées aux idées confuses, qui savaient à peine comment interpréter des fragments d'informations ? Je ne le pense pas. Nous avons bien compris les vecteurs de l'histoire de cette époque, parce que nous les avons forgés, contrairement aux universitaires qui s'égarèrent dans le labyrinthe des détails minuscules, précisément parce que cela leur fournit un alibi pour ne pas trouver de sorties.

Nous, ceux qui restons, sommes des sommets qui, aux yeux de ceux qui naviguent dans ces eaux, apparaissent comme des îlots perdus, mais nous formons les sommets de montagnes submergées, une Atlantide qui a laissé des palimpsestes dont les couches inférieures peuvent être déchiffrées par bien peu de gens aujourd'hui, car ceux qui les ont écrits ont oublié le langage qu'ils utilisaient alors.

Nous avons été battus. Ils ont liquidé nos possibilités d'action légale quand elles existaient ; ils nous ont persécutés, acculés, exaspérés jusqu'à précipiter les plus intrépides (ou les plus désespérés) d'entre nous dans des actions qui ont ensuite servi d'alibi à la répression déclenchée antérieurement. Ils nous ont rassemblés dans des stades et des camps de concentration ou confinés dans des cellules d'isolement. En dépit de la longue histoire des atrocités humaines, ils ont expérimenté contre certains d'entre nous des tortures sans précédent, en recourant à des techniques sophistiquées pour provoquer la douleur et la folie. Ils ont tué beaucoup de camarades et en ont laissé mourir bien d'autres en prison, et certains de ceux qui ont réussi à s'échapper sont toujours persécutés quarante ans plus tard car la haine bureaucratique continue à les poursuivre. Chapeau bas devant Cesare Battisti.

Mais ce ne fut pas la chose la plus importante. Nous avons péri pour un certain nombre de raisons, dont je mentionnerai seulement la principale : nous avons combattu partout dans le monde en même temps, mais en ordre dispersé, alors que le capitalisme réussissait à se réorganiser sur le plan international et à mener la contre-attaque par le biais des firmes multinationales. L'internationalisation de l'économie s'est transformée en une supranationalisation et a donné naissance, à cette époque, à l'hégémonie incontestée des entreprises transnationales. Cette transnationalisation du capital est allée de pair avec la fragmentation des travailleurs.

Nous avons été vaincus à cause de notre fragilité paradoxale : nous étions internationalistes mais incapables d'unifier nos luttes au-delà des frontières. C'est pourquoi la classe ouvrière est aujourd'hui divisée non seulement par des frontières étatiques mais par une multiplicité d'autres divisions, dont

certaines ont été puisées dans l'arche des mémoires historiques et d'autres inventées par les stratèges des classes dirigeantes, à la grande satisfaction des universitaires multiculturalistes.

Néanmoins, dans le capitalisme développé, les défaites ne se traduisent jamais par l'écrasement, mais par la récupération et la perversion des thèmes de la lutte de classe et l'inversion du fonctionnement des institutions nées de cette lutte. Les travailleurs avaient réclamé la fin du monopole de la connaissance technique attribué aux gestionnaires ; ils avaient montré dans la pratique qu'ils étaient capables de gérer eux-mêmes, en gérant d'abord les luttes déclenchées en dehors des syndicats, puis rapidement en gérant des entreprises occupées qui pouvaient même, comme au Portugal² en 1974 et 1975, représenter une grande partie de l'appareil productif d'un pays. Et que s'est-il passé? Le capitalisme a su insérer cette capacité de gestion dans les mécanismes d'exploitation. Pour simplifier, c'est ainsi que l'on est passé du fordisme au toyotisme.

De leur côté, les étudiants avaient revendiqué la disparition de l'ancienne université, la fin de la division classique du savoir, et l'ouverture de l'enseignement supérieur à la classe ouvrière. Et qu'est-il arrivé ? Les derniers éléments caractéristiques de l'université d'élite ont été effacés et les responsables du système universitaire ont créé une université de masse qui fournit des programmes techniques à une main-d'œuvre qualifiée. Tragiquement, nous nous sommes comportés de la même façon que les autres. Les ingénieurs et administrateurs de gauche, influencés par le mouvement étudiant radical, ont puissamment contribué, parfois de manière décisive, à la planification de la réorganisation toyotiste, tout comme les enseignants de gauche ; ces derniers connaissaient pourtant les principaux thèmes de la contestation étudiante, mais ils collaborèrent à la réforme capitaliste de l'université, quand ils ne la supervisèrent pas.

Il est ambigu de parler de « défaite » et de « victoire », car celles-ci peuvent s'incarner dans des formes infinies. On est vaincu d'une certaine façon et les vainqueurs triomphent d'une certaine manière, de sorte que la victoire des uns imprime une marque indélébile sur la défaite des autres, et que parfois le poids de certains vaincus étouffe leurs vainqueurs. Mais ce qui périt irrévocablement, ce sont les rêves et les objectifs qui n'ont pas été réalisés et qui ont impulsé la lutte jusqu'à ce qu'elle soit subjuguée. Aujourd'hui, ils nous ont rendu l'utopie sous forme de vomis.

Sur le plan organisationnel, le revirement des institutions nées dans la lutte a commencé à servir exactement l'objectif contraire ; sur le plan du langage, nous avons assisté à l'adultération des mots. Le très lucide Jean-Paul Marat a consacré l'un des chapitres des *Chaînes de l'esclavage* à cette perversion sémantique, qui n'attribue jamais aux choses leur vrai nom. L'enfilement des mots a abouti à l'adultération des idées. Que Foucault et le multiculturalisme soient intronisés comme une expression directe de mai 1968 me rappelle l'opération pratiquée par le maréchal Floriano³ lorsqu'il donna son nom à la ville dont il avait anéanti la rébellion.

Les fils qui me servent à tisser cet article peuvent échapper aux historiens, mais ils ont été compris par les auteurs de fictions, qui ont de la réalité une autre perception, à la fois plus intime et plus fondamentale. Pendant de nombreuses années, j'ai affirmé durant mes cours, au grand dam de mes étudiants et de mes collègues, que la sociologie était simplement une mauvaise fiction et qu'une bonne fiction est toujours une excellente sociologie. Mais peu d'individus peuvent écrire des romans, il leur reste toujours la possibilité de devenir des sociologues. Du premier au dernier livre qu'il a écrit pour *La Comédie humaine*, Balzac n'a cessé de se proclamer historien. C'est pourquoi il a pu s'exclamer dans l'introduction générale de son œuvre gigantesque : « *J'ai mieux fait que l'historien, je suis plus libre.* » Mais combien d'historiens en ont-ils tiré les leçons ?

² Cf. l'interview de cinq membres du collectif de *Combate* dont João Bernardo : « *Combate* (Portugal, 1974-1978) : un bilan collectif », <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2658> .

³ Le maréchal Floriano Vieira Peixoto, premier vice-président et deuxième président du Brésil, mata une révolte d'officiers de la marine en 1893-1894 puis, une deuxième sédition militaire, le mouvement des « fédéralistes » dont l'un des bastions était la ville de Desterro (future Florianopolis), à proximité de laquelle, dans la forteresse de l'île d'Anhatomirim, le « maréchal d'acier » fit massacrer environ 300 opposants, officiers, juges, ingénieurs, etc. en 1894 (*NdT*).

Je passe une grande partie de la journée à lire des ouvrages d'histoire, quand je n'en écris pas moi-même, et les meilleurs, les seuls bons historiens, sont ceux qui savent utiliser l'imagination. A ma connaissance, un seul d'entre eux a clairement énoncé cette nécessité méthodologique. Pour ceux qui se consacrent à l'histoire sociale, écrivit George Dangerfield dans *The Strange Death of Liberal England*, «*les faits ne sont ni l'unique élément ni le plus important. L'histoire sociale, comme l'histoire elle-même, combine le goût, l'imagination, la science et l'érudition. Elle réconcilie ce qui est incompatible, elle équilibre les probabilités, pour atteindre finalement la réalité de la fiction, qui est la forme de réalité la plus haute*».

Il s'agit, après tout, d'appliquer les conséquences logiques d'un précepte de Leibniz : même sans exister, le possible est déjà réel. Sur ce plan, James Ellroy, le grand maître de la littérature policière contemporaine, est l'écrivain qui nous permet le mieux de comprendre l'histoire des affrontements politiques souterrains aux États-Unis pendant la seconde moitié du siècle dernier, notamment dans *American Tabloid*⁴ et *American Death Trip*.⁵ Contrairement à ce qu'avaient prédit la majorité des groupes d'extrême gauche, les États-Unis n'eurent pas besoin de recourir à la mobilisation fasciste parce que J. Edgar Hoover, directeur du FBI de 1935 jusqu'à sa mort en 1972, avait forgé une alliance entre la police et le crime organisé, combinant ainsi un contrôle général au niveau supérieur avec l'infiltration et l'encadrement des syndicats ainsi que l'organisation de provocations et la destruction interne des organisations révolutionnaires ou simplement contestataires. Quelle candeur, quelles illusions nous avons non pas à propos de notre force (nous n'en manquons pas), mais à propos de la dignité supposée de notre ennemi. Même dans nos pires prédictions, nous l'avons imaginée à notre image, alors qu'il était et continue d'être le portrait de l'abjection. Ce que les historiens ne révèlent pas, ni ne savent, James Ellroy nous le montre ; la lecture de ses romans nous permet de comprendre cette époque et le destin que nous avons connu.

Au-dessus du roman se trouve la poésie, car si les grandes fictions nous offrent l'histoire d'une époque, la poésie anticipe son avenir. Selon Hegel, l'intuition, loin d'être l'antithèse de la raison, en est l'aboutissement. Quand on connaît intimement un sujet, quand on en épouse toutes les subtilités au point de les incorporer en soi-même, alors, la raison devient immédiate et se dispense du raisonnement. Ce caractère immédiat d'une raison qui s'affirme directement à elle-même est l'intuition. Les poètes – les grands, car les poètes mineurs ne sont pas dignes de ce qualificatif – parviennent à fusionner le corps et l'esprit avec le temps et les êtres humains. Le don de synthèse de la poésie est tel qu'elle se passe de synonymes et que les mots ne se répètent pas même s'ils sont identiques, parce que chacun a une fonction unique. La synthèse poétique est l'expression littéraire de l'intuition. Avant que commence un demi-siècle de luttes sociales, Ginsberg put ainsi imaginer dans son poème le plus célèbre, *Howl*, quel serait le destin réservé à ceux qui déposeraient leurs espoirs dans cette lutte : «*J'ai vu les plus grands esprits de ma génération détruits par la folie, affamés hystériques nus, se traînant à l'aube dans les rues nègres à la recherche d'une furieuse injection.*»

La police tue beaucoup dans les pays civilisés, mais c'est là un travail de détail, le travail de gros s'effectue par la putréfaction et par la drogue. *Howl* prophétise un destin dont les mécanismes allaient structurer plus tard la fiction romanesque d'Ellroy: le capitalisme, personnifié par Howard Hughes, et le FBI, dirigé par le Fouché des luttes sociales contemporaines, manœuvrant le crime organisé pour neutraliser, grâce à la drogue, la bohème de l'esprit et ce qu'on appelait autrefois les «classes dangereuses».

Nous avons été battus. Et dans le tourbillon de notre défaite, certains de nos adversaires ont également disparu. À partir du moment où ils perdirent la légitimité révolutionnaire, les partis communistes occidentaux et les grands appareils bureaucratiques des syndicats n'ont plus eu qu'une seule utilité, tant que nous avons continué à exister : nous contenir et servir de tampon entre les élites et les travailleurs et étudiants les plus actifs. Hier ennemis des révolutionnaires, aujourd'hui inutiles pour soutenir l'ordre, les partis communistes occidentaux se sont éteints ou atrophiés. Au cours de ce

⁴ Traduit par Freddy Michalski, Rivages, 1995.

⁵ Traduit par Jean-Paul Gratias, Rivages, 2001 (le titre anglais étant *The Cold Six Thousand* !).

processus, les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes se sont dénaturés, et leur référence, même mythique, à la classe ouvrière a disparu. En même temps, dans pratiquement tous les pays, les syndicats ont commencé à organiser une proportion de plus en plus réduite de la force de travail. Les bureaucraties syndicales se sont éloignées de la confrontation de classe et se sont principalement tourné vers la gestion de leurs fonds financiers et de leurs colossaux paquets d'actions.

Les mécanismes keynésiens d'intégration sociale, gérés par les partis de gauche et les syndicats, ont été démantelés et la liquidation des institutions indépendantes conçues pour régler les conflits sociaux a privé les classes dirigeantes d'instruments de conciliation spécifiques. Au XIX^e siècle, les questions sociales étaient considérées comme des affaires de police et le même avis prévaut aujourd'hui, avec raison, car la confrontation entre les classes est devenue de plus en plus directe. Et non seulement les questions sociales, mais aussi les questions éducatives relèvent de la police.

L'enseignement de masse s'est révélé l'un des échecs les plus spectaculaires du capitalisme. Au cours des dernières décennies, on a investi des sommes énormes dans les infrastructures scolaires et la formation des enseignants ; un nombre incalculable de pédagogues ont animé des commissions et rédigé des rapports – sans que cela réussisse à empêcher l'illettrisme fonctionnel. En fait, les statistiques, aussi pessimistes qu'elles puissent être, atténuent la réalité, car, plus les critères d'évaluation baissent, plus ceux à qui l'on reconnaît aujourd'hui un niveau de connaissances passable auraient hier été considérés comme quasiment ignorants. La situation est différente dans les établissements privés et dans certaines écoles publiques spéciales conçues pour éduquer les enfants des classes dirigeantes, mais les futurs travailleurs sont livrés à l'école publique de masse et ce sont ces institutions qui m'intéressent ici.

L'échec de l'éducation de masse s'explique par une dichotomie que seuls les pédagogues ignorent. L'enseignement se préoccupe exclusivement de ce qui se passe dans les salles de classe, où sont concentrés tous les efforts pédagogiques. Pour leur part, les élèves ne s'intéressent qu'à ce qui se passe dans les couloirs et les espaces de détente des établissements scolaires, qui s'articulent dans le même espace social que les établissements de jeux vidéo et les centres commerciaux. Pour l'appareil pédagogique d'État, les écoles sont des lieux d'apprentissage. Pour les étudiants, ce sont des lieux de socialisation.

Les illettrés fonctionnels sont formés professionnellement dans la convivialité des couloirs et des espaces de détente des lycées et des facultés, des jeux vidéos et des centres commerciaux. Ils sont incapables d'écrire trois lignes et de comprendre le sens d'une phrase simple, mais ils connaissent comme personne les tenants et les aboutissants du comportement urbain. Et le clavier de l'ordinateur n'est un mystère pour eux que lorsqu'ils sont forcés de combiner des lettres ; pour tout le reste, ils s'en servent avec rapidité et expertise.

Ici aussi, l'utopie nous a été renvoyée sous forme de vomis. L'apprentissage ludique, que les libertaires avaient tant vanté dans les années 1960 et 1970, a débouché sur un apprentissage fondé sur des jeux informatiques et qui nourrit l'illettrisme fonctionnel.

Comment un individu peut-il rester au sein du système scolaire pendant neuf, dix ou onze ans et en sortir pratiquement illettré ? le problème n'est pas qu'il n'a rien appris mais qu'il n'avait aucune envie d'apprendre. S'il est devenu un illettré fonctionnel, c'est grâce à une lutte longue et délibérée, aussi longue que la durée de l'instruction obligatoire.

Les économistes néo-libéraux, qui aiment imaginer des sujets mus par la rationalité économique, comme l'exigerait un marché utopique régi par la libre concurrence, apprécieront le fait que des illettrés fonctionnels, même sans connaître les tables de multiplication, soient en mesure d'évaluer le marché du travail et de calculer qu'il n'est pas rentable pour eux de mobiliser autant d'efforts afin de se qualifier à une époque où les entreprises offrent rarement des carrières stables. Si c'est pour terminer dans un centre d'appels, à quoi bon chercher à entrer à l'université ?

Ainsi, la précarisation, si elle a commencé par augmenter l'illettrisme fonctionnel, est elle-même encouragée par la diffusion de l'illettrisme, parce que ces travailleurs ne peuvent occuper que des emplois précaires. L'un des éléments indispensables au développement de la productivité, et donc à l'augmentation du taux d'exploitation, est compromis lorsque l'illettrisme fonctionnel dépasse un certain niveau. S'il ne réussit pas à rompre ce cercle vicieux, le capitalisme court aujourd'hui le risque grave de voir la précarisation s'étendre bien au-delà de ce qui serait rentable pour lui.

Parler d'«échec scolaire» sème encore une fois la confusion, parce que les racines de cet échec résident en dehors de l'école, dans le marché du travail. En choisissant les couloirs et les espaces de détente des lycées et des facultés, les salles de jeux vidéo et les centres commerciaux comme lieux de

formation personnelle et professionnelle, les élèves des écoles publiques ont donné une réponse rationnelle au dilemme face auquel ils étaient placés. Et si cette réponse nous semble abominable, n'accusons pas les étudiants mais la rationalité économique. Détestant les salles de classe, les élèves réfractaires ne sont plus disciplinés par l'institution scolaire. Qui effectue cette tâche alors ? La question éducative est ainsi passée aux mains de la police.

Il suffit d'examiner le catalogue interminable des mesures répressives mises en place dans les établissements scolaires pour surveiller les élèves et permettre l'intervention rapide de gardes de sécurité privés ou, le cas échéant, de policiers. Même les rêveurs qui, dans leurs écrits les plus lyriques et enthousiastes, assimilaient les écoles à des établissements pénitentiaires n'imaginaient pas qu'elles deviendraient un jour des prisons, avec des barreaux pour empêcher les élèves d'en sortir voire d'y entrer.

Mais il existe encore des étudiants qui, malgré tout, sont capables d'écrire, ne serait-ce que quelques pages, malgré une syntaxe déplorable, pour ne pas parler de leur orthographe. Ils arrivent à lire non pas des livres entiers, mais au moins quelques chapitres ou morceaux de chapitre, et à effectuer suffisamment de recherches sur Internet pour effectuer quelques copier-coller. Ceux-là réussissent à obtenir un diplôme universitaire.

Dans le monde entier, l'enseignement de masse a transformé les universités en instituts techniques et la majeure partie de la recherche scientifique obéit aux mêmes critères. Encore une fois, l'utopie nous a été restituée sous la forme d'une caricature défigurée.

Si, hier, nous proclamions la nécessité d'unir la théorie à la pratique, nous avons maintenant la fin de la théorie et l'appauvrissement de la pratique. La théorie et la culture, qui résultent de la capacité à relier le particulier au général et de comprendre ainsi les fondements du particulier, ont cessé d'exister dans les universités et les instituts de recherche, où prévaut la spécialisation, précisément à l'opposé de l'articulation du particulier au général. Le général disparaît grâce à la multiplication incessante du particulier, et en raison de la compartimentation croissante des filières ou des axes de recherche. Il est désormais impossible de savoir ce qui se passe dans d'autres domaines.

Dans cette situation, Internet, qui aurait pu être un formidable outil d'amplification culturelle, sert d'instrument au contexte dans lequel il opère ; il accélère la fragmentation des connaissances et la futilité des intérêts. Certes, quelques personnes, ici et là, connaissent la théorie et savent comment conjuguer le particulier en général, mais ces individus ne font pas partie de l'université de masse.

La culture, plus que jamais, est devenue le monopole des gestionnaires. Cependant, puisque la spécialisation règne aussi parmi eux, bien qu'elle soit de nature différente, la culture n'est plus détenue que par les gestionnaires de la connaissance. Ce qui était autrefois une langue générique est devenu un dialecte particulier parmi d'autres dialectes.

Renouveler la culture et propager une contre-culture était l'une des préoccupations majeures des révoltes étudiantes durant les années 1960 et au début des années suivantes. Contrairement à ce qui se passe avec le postmodernisme, nous utilisions l'ironie comme critique et non comme un instrument de distanciation ; nous manions le sarcasme et la violence du langage, nous cherchions à aller au fond des choses et non à rester à leur surface. Un énorme sérieux sous-tendait nos attitudes les plus irrévérencieuses, contrairement aux postmodernes, qui ont recours à une apparente irrévérence préfabriquée par les imitateurs de la libération des corps, et soutenue par la banalité de la carrière universitaire.

Dans les années 1960 et au cours des cinq années suivantes, les avant-gardes professionnelles du léninisme furent remplacées par un mélange d'organiseurs politiques et d'agitateurs culturels. Mais quelle culture diffusent aujourd'hui les moyens de communication de masse ? La culture dominante serait-elle celle des classes dominantes incultes ?

Et ce ne sont pas seulement les questions sociales et éducatives qui relèvent de la police au XXI^e siècle, mais aussi la famille. Marx et Engels ont écrit dans un manifeste célèbre que le capitalisme était en train de désintégrer la famille, mais leur prévision était prématurée, puisque les loisirs sont longtemps restés en dehors de la sphère du Capital. Soutenus par le petit commerce et de petits services contribuant à l'économie domestique, les loisirs, dans leur production, maintenaient un espace pour la famille. Cet espace était également préservé dans la jouissance des loisirs. Détruite chaque jour dans le cadre des relations façonnées par le salariat capitaliste, la famille prolétarienne se reconstituait chaque semaine lors du repos dominical.

En s'étendant dans cette direction et en créant l'industrie des loisirs, le capitalisme a supprimé le cadre ultime qui préservait la famille, et précipité sa désagrégation. Cela se produit à un moment où les institutions assurant les médiations politiques et syndicales sont affaiblies ou liquidées, et où les salles de classe ne fonctionnent plus comme des instruments de discipline. Toujours prêts à présenter la situation sous un jour opposé, les journalistes et les sociologues qui ne dépassent pas le niveau du journalisme évoquent maintenant la « démission des parents ». Il reste à savoir s'ils ont démissionné ou s'ils ont été licenciés, et par qui.

Les autorités se demandent avec inquiétude ce qu'elles doivent faire avec la foule turbulente des jeunes. A une autre époque, les membres de cette classe d'âge auraient pu rejoindre les jeunes d'un parti politique, un foulard rouge autour du cou ou, dans des pays où la social-démocratie disposait d'une base ouvrière importante et était hégémonique, ils auraient adhéré à des réseaux de culture et de loisirs animés par les syndicats. De son côté, l'activisme politique et social des années 1960 et 1970 a également servi, à notre manière, à encadrer la jeunesse.

Tout cela appartient aujourd'hui au royaume des morts, et si les forces conservatrices considéraient alors avec suspicion certains types de mobilisation et craignaient les autres, aujourd'hui elles regrettent peut-être cette période, parce que, s'il n'existe plus de cadres pour mobiliser la jeunesse, il n'y en a pas non plus pour la contenir.

Les établissements scolaires sont devenus des foyers de conspiration pour les auteurs de troubles tant redoutés. Une fois encore, le parallèle dressé par certains entre l'école et la prison fonctionne : tout comme les états-majors du crime organisé s'organisent à l'intérieur des prisons, les jeunes tissent entre eux des liens d'insoumission collective dans les couloirs et les espaces scolaires de détente. La famille est la dernière institution intermédiaire renversée par le capitalisme contemporain. Il ne reste plus que la police étatique et les sociétés de sécurité privées pour jouer le rôle de parents sévères. Et avec quelle application se consacrent-elles à cette tâche ! Le maintien de l'ordre en milieu scolaire se conjugue avec le maintien de l'ordre dans les centres commerciaux et les établissements de jeux électroniques. Dans de nombreuses villes et dans un certain nombre de pays, les jeunes sont obligés de rentrer chez eux à partir d'une certaine heure de la nuit.

Nous vivons dans un monde étrange où l'adulte, sous le fantôme de la pédophilie, est présenté comme un danger imminent pour les enfants, et les enfants, sous le spectre du vandalisme, sont présentés comme une menace constante pour les adultes.

Dans les années 1960 et 1970, nous avons lutté de toutes nos forces contre les partis de la gauche réformiste et contre les syndicats bureaucratisés ; nous les considérions, avec raison, comme l'une des principales protections du capitalisme. Et, quand il nous a vaincus, le capitalisme a aussitôt achevé la tâche que nous avions laissée inachevée et liquidé ce qu'il restait des institutions qui régulaient les conflits sociaux. Le néolibéralisme fut ainsi introduit, ce que les journalistes et de nombreux spécialistes des sciences politiques ont considéré comme le triomphe définitif du Capital.

Mais dès qu'ils eurent remporté une victoire aussi considérable, les capitalistes comprirent qu'ils n'avaient d'autre choix que d'enfermer la société dans des casernes. Ils l'organisent grâce à la ségrégation urbaine ; ils encerclent les banlieues avec des autoroutes pour les isoler ou, lorsque cela est

impossible, ils érigent des murs autour de ces zones, ou autour des résidences et des complexes résidentiels de l'élite ; ils prennent toutes ces mesures simultanément, de sorte que les villes tendent à devenir une collection de tiroirs de plus en plus complexe. Au lieu de l'intégration sociale, qui était devenue l'objectif explicite des urbanistes d'après les plans du baron Hausmann pour la reconstruction de Paris et qui se présentait comme une condition indispensable pour instaurer la pacification politique, l'objectif de l'urbanisation semble aujourd'hui être la mise en place d'une ségrégation systématique.

Cette ségrégation s'est encore étendue et englobe désormais des continents entiers, ce qui est inédit dans le monde moderne et mérite réflexion. L'un des phénomènes fondamentaux du capitalisme a été l'émigration des campagnes vers les villes. Contrairement à une idée reçue, la grande révolution de la productivité s'est produite dans l'agriculture et non dans l'industrie. Même dans les régions les plus urbanisées d'Europe au XV^e siècle, telles que l'Italie du Nord et la Flandre, seulement environ 5% de la population vivait dans des villes, ce qui signifie approximativement que le travail de 95% de la population servait à produire de la nourriture pour tous les habitants.

Aujourd'hui, la proportion s'est inversée et, dans les pays plus développés, qui sont également les principaux producteurs et exportateurs de produits agroalimentaires, moins de 5% de la population est employée dans ce secteur. Ainsi, un très grand nombre de travailleurs peuvent se consacrer au développement des autres branches économiques.

Ces masses d'origine rurale ne se sont pas seulement déplacées au sein de chaque pays ; au cours des dernières décennies du XIX^e siècle et des premières décennies du XX^e siècle, un nombre considérable de paysans ont abandonné leurs terres natales et ont traversé l'océan pour venir grossir les rangs du prolétariat industriel en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Le taylorisme et le fordisme furent des techniques nécessaires pour que ces immigrants apprennent rapidement à se servir de machines et, grâce à cette force de travail la production industrielle de masse a pu se développer. Lorsque le Congrès des États-Unis adopta la loi sur les quotas d'origine nationale en 1924, et fixa une limite maximale pour le nombre d'immigrants acceptés chaque année, son objectif prioritaire n'était pas de réduire les flux migratoires, mais de restreindre considérablement l'entrée dans le pays d'individus qui n'étaient pas nordiques, en utilisant des critères racistes pour orienter la composition ethnique de la population nord-américaine.

Plus récemment, pendant les années 1960 et la première moitié de la décennie suivante, jusqu'à la crise économique mondiale de 1974, les pays développés d'Europe ont accueilli à bras ouverts ceux qui souhaitaient y travailler et ils ont légalisé rapidement les immigrés clandestins.

La situation actuelle est donc anormale dans l'histoire du capitalisme et elle l'est encore plus puisque les mouvements de capitaux bénéficient d'une mobilité totale, alors que les déplacements de main-d'œuvre sont soumis à des restrictions sévères et les pays développés ont mis en place des barrières législatives et policières rigoureuses. On ne peut qu'être frappé par l'antagonisme entre les lois régissant l'immigration et celles organisant le marché du travail.

Ceux qui meurent en traversant le désert ou la Méditerranée, ceux qui périssent asphyxiés dans des containers, sont-ils comptés comme des victimes de la pauvreté qu'ils ont fuie ou de la richesse qu'ils n'ont pas réussi à atteindre ?

Les murs de ciment et les barrières légales ne suffisent pas. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'application généralisée de l'électronique aux processus de travail a permis que les moyens de production soient en même temps des instruments de contrôle. Qu'il s'agisse de simples ordinateurs ou de machines équipées de composants électroniques, tous ces instruments enregistrent les performances du travailleur en temps réel. Et comme les êtres humains passent l'immense majorité de leur temps de loisirs à manipuler des ordinateurs, les heures de loisirs sont aussi surveillées que les heures de travail. Le réseau s'est étendu et tous les moyens et instruments dotés de composants électroniques, des téléviseurs aux cartes de crédit et de débit en passant par les cartes utilisées dans les

transports en commun, tous ces outils enregistrent en détail les utilisations et les itinéraires des utilisateurs. La généralisation des téléphones portables a permis d'étendre encore davantage le réseau de surveillance.

Et comme si cette panoplie colossale ne suffisait pas, les rues et les places des villes, ainsi que l'intérieur des bâtiments et des moyens de transport, tout comme les péages des autoroutes, sont truffés de caméras vidéo destinées à filmer les passants et les passagers.

En moins de dix ans, un réseau mondial de prisons clandestines et de lieux secrets de torture a été mis en place, grâce à une stricte division du travail entre les forces de police des différents pays, en fonction des spécialités de chacune d'elles et de la hiérarchie des pouvoirs qui les commandent. Ce réseau repose sur un système d'extraterritorialité judiciaire et de tribunaux spéciaux, contraire aux normes juridiques fondamentales de la démocratie.

Tout cela a pu s'organiser à partir de l'ensemble des pays où le parlementarisme prospère depuis des siècles et où la censure des médias est due à des décisions et des pressions internes et non à des injonctions gouvernementales. Cette situation révèle le degré de totalitarisme que la démocratie est capable d'atteindre. Les théoriciens du régime représentatif n'ont jamais affirmé qu'il permettait au peuple d'exercer le pouvoir ; au contraire, ils ont toujours considéré qu'un de ses avantages était de le préserver contre toute ingérence directe du peuple dans la gouvernance, intervention jugée démagogique et dangereuse. Mais dans le même temps, ces théoriciens ont souligné l'existence de mécanismes institutionnels permettant au peuple d'influencer les décisions de ses représentants élus.

Aujourd'hui, même cela a disparu. Ces mécanismes ne servent pas à transmettre des opinions du bas vers le haut, mais à dissimuler à ceux d'en bas des décisions prises par le haut. L'augmentation progressive des taux d'abstention au cours des quatre dernières décennies, phénomène généralisé, indique la perte de légitimité de la démocratie représentative.

Les institutions qui, pendant de nombreuses années, ont servi à modérer et résoudre les conflits sociaux ont été affaiblies ou liquidées ; l'aura de liberté qui enveloppait la démocratie représentative est devenue floue ; désormais les classes dominantes ne s'appuient plus que sur un réseau sophistiqué de surveillance électronique et la brutalité des agents de la répression.

Et vous voulez nous convaincre que vous avez inventé tout cela à cause de quelques types planqués dans le nord-ouest du Pakistan?

J'ai écrit précédemment que la victoire des uns a façonné les traits de la défaite des autres, mais l'inverse est également vrai. La façon dont les classes dominantes ont triomphé au cours des trois dernières décennies détermine la manière dont elles seront combattues demain.

Dans les années 1960 et 1970, les éléments anticapitalistes les plus aguerris étaient des ouvriers qualifiés, capables de faire tourner les entreprises en l'absence des patrons, et des étudiants pour qui la culture n'était pas un mot dénué de sens. Malgré cela, nous étions considérés comme des ennemis terribles. Ils nous ont qualifiés de violents parce que nous nous sommes défendus contre la violence ; ils nous ont qualifiés de violents alors que nous luttions contre les guerres, les armées et les polices. Ils ont qualifié de terroristes les actions défensives désespérées auxquelles certains se sont sentis obligés de recourir. Nous nous sommes battus à une époque où des institutions médiatrices des conflits existaient encore en Occident et où la démocratie représentative jouissait d'un prestige mesurable par les taux de participation électorale, et ces deux facteurs ont contribué à notre défaite.

Aujourd'hui, cependant, les classes dominantes sont privées des écrans institutionnels qui offrent les protections les plus efficaces. Et qui vont-elles devoir affronter ? Ceux qui ont lutté ces dernières années contre le capitalisme ne sont pas des travailleurs qualifiés, mais des précaires ; ce ne sont pas des étudiants cultivés mais des illettrés fonctionnels qui englobent la culture dans le même mépris qu'ils éprouvent pour tout le reste ; ce sont les jeunes des banlieues – des banlieues des villes et des banlieues

du monde – encadrés par personne d’autre qu’eux-mêmes et capables de la fureur destructrice nécessaire pour démolir les institutions sous la domination desquelles ils vivent.

Tel sera le profil de la prochaine vague de luttes sociales. La violence sans précédent d’un affrontement généralisé dépourvu de médiations.

Nous étions si terrifiants, nous, les perdants des années 1970 ? Écoutez sur YouTube les chansons qui nous ont servi de liturgie. Pour ce qui concerne la France, nous écoutions avec respect Brassens et Léo Ferré. Ou la voix de Nina Simone, qui exprimait de façon crue le destin de la lutte des Noirs américains ; et les pressentiments de cette chanteuse s’élevaient à un niveau tel qu’ils déchiraient le voile d’un autre horizon. Écoutez et voyez Bob Dylan chanter *Blowin’ in the Wind* avec Joan Baez, les Freedom Singers et Peter, Paul & Mary au festival de Newport en 1963. C’était l’un de nos hymnes, que nous connaissions tous, des deux côtés de l’océan. Ils ont appelé cette candeur de la violence. Et qu’entendons-nous aujourd’hui ? Que se passe-t-il ? Qu’annoncent les chansons qui expriment les révoltes urbaines d’aujourd’hui ?

* João Bernardo

(Article paru dans la revue *História social* n° 17 en 2009 et traduit du brésilien par Y.C.. Disponible sur le Net dans sa version originale : <https://www.ifch.unicamp.br/ojs/index.php/rhs/article/view/285>)

Bibliographie en français :

* LIVRES de João Bernardo:

- *Contre l’écologie*, Editions NPNF, 2017
- *De retour en Afrique. Des révoltes d’esclaves au panafricanisme* (écrit avec Manolo), Editions NPNF, 2018
- *Portugal, la révolution oubliée* (tome 1). Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l’autonomie (1974-1978)*, Editions NPNF, 2018
- Loren Goldner, João Bernardo et Adolph Reed Jr., *La gauche identitaire contre la classe* (Editions NPNF, 2016), recueil d’articles

– ARTICLES de João Bernardo, disponibles en français sur les sites mondialisme.org et npnf.eu

- Post-Post : si notre société est tellement enthousiasmante, pourquoi tant d’apathie ? (1994)
- Nazisme et nature (2007) ;
- Sept thèses sur la crise actuelle (2008)
- Classe ouvrière... ou travailleurs fragmentés ? (2008)
- Lutte des classes ou ressentiment ? Il faut choisir (2009)
- Socialisme de la misère, socialisme de l’abondance (2011)
- Point final. Un manifeste (2012)

- Le mythe de la nature (2012) :
 1. La mythification de la paysannerie ;
 2. Agriculture familiale et fascisme italien ;
 3. L’agriculture familiale et le nazisme

- Post-scriptum : contre l’écologie (2013)
 1. La racine d’un débat ;

2. Le lieu commun de notre époque ;
3. L'hostilité contre la civilisation urbaine ;
4. L'agro-écologie et la plus-value absolue
5. Georgescu-Roegen et la décroissance ;
6. Malthus, théoricien de la croissance ;
7. Les limites de la croissance ou une croissance sans limites ;
8. Opportunités d'investissement et aggravation de l'exploitation

– Manifeste sur la gauche et les gauches. Pour quelle raison la gauche actuelle continue-t-elle à utiliser ce nom ? (2014)

– Il est impossible d'unir l'identité et la classe (2016)

– Classe/Identité (2019)